Banlieues : une crise sociale ?

22/08/2009 à 15h32

Xavier Eman, de Novopress, conteste l'analyse socio-économique que nous assènent les experts patentés pour expliquer les émeutes et la guérilla larvée dans les banlieues. Economie souterraine, subventions étatiques, rôle des «associations», misère culturelle, matérialisme effréné, identité fantasmée … Quelques extraits d'un constat accablant.

Le credo est inlassablement répété, avec force circonvolutions larmoyantes, depuis près de 30 ans par tout ce que la France compte de sociologues, de journalistes installés et autres « travailleurs sociaux » divers et variés.(…)

L'interprétation exclusivement « sociale » des violences en banlieues a ainsi peu à peu développé dans l'esprit d'une majorité des français et de leurs édiles un profond sentiment de culpabilité, sentiment fort peu propice à la mise en place d'une répression efficace, préalable à une reprise en mains des cités de non-droit dont le nombre ne cesse de croître. L'embrasement urbain n'est en effet désormais plus l'apanage des seules grandes métropoles, le phénomène se démocratisant à grande vitesse au profit des villes moyennes voir même de certaines zones semi-rurales. (…)

Tout d'abord, les investissements étatiques en banlieues sont massifs et continus. *Ainsi, par exemple, 60 pour cent des 372 millions de crédits du ministère de la Ville sont engloutis chaque année dans 7 sites « sensibles » : Roubaix, Tourcoing, Montfermeil, Grigny, Clichy sous bois, Vaux en Velin et Vénissieux. Augmentés de 170 pour cent dans les 3 dernières années du règne socialiste, légèrement diminués lors du retour de la « droite » aux affaires, ces investissements ont été restaurés et même augmentés sous la férule de Dominique*

de Villepin. Il convient d'ajouter à ces financements structurels, les subventions très généreusement accordées à plus de ***15 000 associations*** *dont l'activité réelle et les résultats concrets échappent bien souvent à tout contrôle sérieux. (…)*

Si misère il y a, c'est bien plus une misère culturelle qu'économique. *Celle-ci est incontestable : langage limité à 200 mots de vocabulaire quand il n'est pas purement et simplement réduit à une suite d'onomatopées vociférantes, orthographe et grammaire non maîtrisés, pratique de la lecture inexistante, références et symboles uniquement tirés de fictions télévisuelles ou de jeux vidéos, prégnance de la pornographie …etc. (…)*

Les établissements scolaires placés en zones prioritaires sont souvent, au contraire de l'imagerie répandue, très bien dotés et même parfois suréquipés, les classes y sont moins chargées que dans des biens des établissements ruraux, et les enseignants qui y officient ont le même bagage et ont reçu la même formation que tous leurs collègues. (…)

C'est sur cette réalité quasi maffieuse que se greffe, au cœur d'une population déracinée naviguant entre quête d'une identité « indigène » largement fantasmée et ***fascination compulsive pour les aspects les plus clinquants et les plus matérialistes de l'Occident, un ressentiment ethnique voir racial exacerbé.*** *(…)*

(Lire l'intégralité de l'article : Novopress-Flandre – Merci à john)